



# Non à la chasse aux enfants de sans-papiers ! Solidarité !

Pour près de 40 000 enfants de parents sans-papiers la fin de l'année scolaire, ce n'est pas les vacances, mais la menace d'être expulsés avec leurs parents. Depuis le 30 juin a pris fin le sursis laissé aux familles sans-papiers dont les enfants étaient scolarisés cette année.

Devant le vaste mouvement de désobéissance civique en solidarité avec les enfants et leurs familles en train de se développer, Sarkozy a signé, le 13 juin, une nouvelle circulaire, adressée aux préfets, pour leur demander de régulariser, en fonction de critères tout à fait arbitraires, les parents d'enfants scolarisés. Il a désigné Arno Klarsfeld comme médiateur. Il cherche à faire passer ce premier recul devant la mobilisation pour le geste d'un homme d'Etat ferme et compréhensif, mais ne réussit qu'à souligner l'inhumanité et l'arbitraire de sa politique.

## LE MEPRIS ET LA HONTE

Chacun a pu voir ces images de milliers de sans-papiers faisant la queue, dans des conditions scandaleuses, à l'entrée des centres de réception des étrangers dans les préfectures. Ces derniers ne savent pas ce qui les attend tellement les critères définis par Sarkozy sont flous. Le comble du cynisme a été d'instaurer comme critère de sélection pour être régularisé le fait que l'enfant ne parle pas la langue du pays d'origine de ses parents. Si l'enfant parle sa langue maternelle, lui et ses parents pourraient être expulsés ! Quel critère ridicule, injuste et discriminatoire à l'image de toute la politique de Sarkozy qui suscite la révolte et provoque un élan de solidarité.

Dans tous le pays, partout où des enfants et leurs familles sont menacés, l'entraide s'est organisée autour des écoles, des mairies, grâce, en particulier, à l'action des militants du Réseau éducation sans frontières (RESF).

## PROTEGEONS-LES !

C'est un véritable mouvement de désobéissance civile qui se renforce avec la mobilisation de tous ceux qui refusent

l'expulsion des enfants, que leurs propres enfants ont côtoyé tous les jours, comme eux côtoyaient leurs parents. Parents, enseignants, syndicalistes parrainent des enfants, s'engagent à les soutenir, les cacher si nécessaire, au risque de devoir faire face à des poursuites judiciaires.

En réponse à cette mobilisation, le médiateur désigné par Sarkozy, Arno Klarsfeld prétend qu'il n'y aura « *pas d'expulsions cet été* » de parents sans papiers d'enfants scolarisés. Il voudrait ainsi enlever toute justification à la mobilisation. Il est pourtant clair que si Sarkozy amorce un recul c'est bien à cause de la mobilisation et de l'indignation provoquées par la traque aux enfants qu'il préparait.

## REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS

Cet élan de solidarité est un formidable désaveu des politiciens qui tentent de dévoyer le désarroi des victimes de leurs propres politiques contre les immigrés, les travailleurs sans-papiers désignés comme boucs émissaires.

La semaine dernière, le Sénat a adopté la loi CESEDA mettant en oeuvre la politique dite de « *l'immigration choisie* ». Cette loi légalise la politique d'immigration jetable qui vise à fournir au patronat une main-d'oeuvre exploitable et corvéable à merci. Elle s'inscrit dans la politique de généralisation de la précarité de tous les travailleurs.

Lutte contre la précarité et le chômage, c'est être solidaire de tous ceux qui en sont victimes, se battre avec eux pour leurs droits.

La défense des droits des travailleurs sans-papiers, de leurs enfants participe de la défense des droits de tous les travailleurs. Elle participe du combat pour unir le monde du travail en opposant à toutes les manoeuvres de division des patrons et de leurs amis la solidarité et la fraternité, par-delà les frontières.

Le 03/07/06

---

### Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

Téléphone : ..... Email : .....